

COMITÉ UNITAIRE POUR LA DÉFENSE DES RETRAITES

PARIS 12^e

La contre réforme des retraites s'annonce comme une attaque majeure de la droite et du MEDEF contre un des piliers de notre système de protection sociale alors que la crise économique continue de frapper les salariés, augmentant le chômage et renforçant la précarisation de l'ensemble du monde du travail.

« Le bilan des réformes menées depuis 1993 est déjà catastrophique car toutes les dispositions prises (calcul sur les 25 meilleures années, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des actifs, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote...) ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %.

Elles ont aggravé les inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit que le taux de remplacement moyen – niveau de la retraite par rapport au salaire, passerait de 72 % en 2007 à 59 % en 2050. Cette dégradation continuera donc de frapper les actuels retraités et touchera également les générations suivantes.

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois d'activité des retraités du secteur public. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salarié-es les plus jeunes qui subiraient les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite. » (Extrait de l'appel ATTAC / Fondation Copernic)

POURTANT DE L'ARGENT, IL Y EN A !

- 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux pour les plus riches.
- 30 milliards d'exonérations de cotisations en 2009 pour des entreprises qui continuent de licencier.
- 65 milliards versés aux banques, en 2009, pour "sortir de la crise".
- 100 milliards de bénéfices en 2009 pour le CAC 40.
- 1 million d'emplois supplémentaires avec un salaire de 1500 euros représente 5 milliards de cotisations en plus pour la retraite et 3 milliards d'économie sur le chômage.
- Intégrer dans l'assiette tous les éléments de rémunération (actions, stocks options), c'est 4 milliards d'euros par an.

Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite alors qu'il y a 4 millions de chômeurs et que six salariés sur dix sont hors emploi au moment de liquider leur retraite. Jusqu'en 1993, nous cotisons 37,5 années pour une retraite à taux plein à 60 ans. Imposer que les salariés travaillent et cotisent plus longtemps (41, 42, 43, 45 ans...) comme l'exigent le Medef et l'Union Européenne, ne vise qu'à baisser encore le niveau des pensions.

En voulant casser notre système de retraites par répartition, les banques et les assurances veulent mettre la main sur le pactole de la Sécurité Sociale, en nous forçant à cotiser à une caisse privée.

RIEN NE JUSTIFIE CETTE RÉGRESSION SOCIALE

Pour améliorer le financement nécessaire aux retraites, il faudrait augmenter les prélèvements entre 1 et 2 points de PIB jusqu'en 2050, à comparer avec la chute de la part de la masse salariale proche de 10 points au cours des 30 dernières années (soit 170 milliards d'euros) et avec l'explosion correspondante des dividendes, qui sont passés de 3,2 % du PIB en 1982 à 8,5 % en 2007.

Avec l'augmentation des richesses produites, un financement juste, équitable et solidaire est parfaitement possible. Il faut pour cela une politique qui s'attaque aux profits et aux inégalités sociales et fiscales.

RETRAITES PARTAGEONS LES RICHESSES !

Nous, organisations du 12^e, lançons un appel à la mobilisation de tous les citoyen-ne-s qui refusent cette nouvelle régression sociale.

Nous vous invitons à vous joindre à la mobilisation pour exiger :

- **Le maintien de l'âge de départ à la retraite à 60 ans à taux plein, et le refus de tout allongement de la durée de cotisation.**
- **Le maintien d'un véritable système par répartition, qui garantit la solidarité entre les générations et une meilleure redistribution.**
- **La revalorisation générale des pensions retraites.**

Les solutions existent, le déficit ne vient pas d'un problème démographique mais du faible niveau de l'emploi et de la part grandissante des revenus qui échappent aux cotisations retraites. Augmenter les salaires, réduire le chômage, taxer les revenus financiers, augmenter les cotisations patronales et cesser les exonérations fiscales qui ne servent que les plus riches sont autant de mesures qui permettront d'assurer un système par répartition pérenne.

C'est cette richesse que nous voulons redistribuer, pour vivre mieux ensemble, dans une société solidaire !

PROCHAINS RENDEZ-VOUS

27 MAI : l'intersyndicale CGT-CFDT-FSU-UNSA-SUD, appelle à se mobiliser pour la défense des retraites et de l'emploi.

28 MAI : RÉUNION PUBLIQUE POUR LA DÉFENSE DES RETRAITES (à la mairie du 12^e-18h30)

contact@attacparis12.lautre.net

TOUS ENSEMBLE NOUS POUVONS METTRE EN ÉCHEC LE PROJET DU GOUVERNEMENT